

du baron Giesl à Vienne, que furent publiés le décret de mobilisation et les décrets annexes au nombre de 36.

Il est également faux que l'Autriche ait été obligée de faire la guerre parce que, suivant l'expression employée par M. de Jagow dans une interview, "tous ses intérêts dans la péninsule balkanique se heurtaient constamment contre l'hostilité ou la mauvaise volonté des puissances de l'Entente, et qu'il fallait bien mettre fin à cet état de choses intolérable." C'est le contre-pied de la vérité. L'Autriche avait obtenu de l'Entente, pendant la crise balkanique et la crise albanaise, tout ce qu'elle avait demandé. Avec une surprenante déférence, la Conférence de Londres lui avait donné satisfaction sur tous les points. Elle avait créé une Albanie et nommé un *mbret* albanais sur les mesures du Ballplatz. Le comte Berchtold lui-même s'était publiquement déclaré satisfait. Le 20 novembre, 1913, dans son discours aux Délégations, il avait dit notamment: "Un échange de vues dû à l'initiative généreuse de deux monarques—François-Joseph et Nicolas II—réussit à amener l'abandon de ces mesures—la mobilisation partielle—avant que la crise se fût trop prolongée . . . Nous avons exécuté la partie essentielle de notre programme et sauvé la paix de notre monarchie."

L'agression contre la Serbie n'était pas plus justifiée par des raisons serbes que par des raisons générales. Le 18 mars, 1909, la Serbie avait signé une déclaration par laquelle elle reconnaissait formellement l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et tout ce qui s'ensuivait. Depuis lors, elle s'était comportée avec une correction parfaite. Dans son discours du 20 novembre, 1913, le comte Berchtold lui avait décerné un certificat de bonne conduite. Après le crime de Serajévo, commis en territoire austro-hongrois, par des sujets austro-hongrois, le gouvernement serbe avait pris une attitude irréprochable. Il ne donnait prise en rien. Si l'Autriche-